

Une voix: Quelle est la solution?

M. Broadbent: Quelle est la solution, demande un député conservateur. Au nom de mon parti, je vais faire des propositions précises. Je ne prétends pas qu'elles puissent régler tous les problèmes, mais c'est notre façon de reconnaître que l'économie du Canada subit une grave récession. Nous n'avons jamais été aussi mal en point depuis les années trente.

Le leader de l'opposition a prononcé un discours sérieux cet après-midi. Je l'en félicite, mais, à mon avis, il est passé complètement à côté du problème. Il n'y a qu'une seule façon d'interpréter son discours: pour lui, l'inflation est tout ce qui compte. Cependant, ce n'est pas le problème crucial de l'économie canadienne en ce moment. Le problème crucial, et il s'aggravera dans les prochains mois, c'est le chômage et c'est du chômage que je vais traiter, au nom de mon parti.

Mais tout d'abord, je tiens à dire qu'en 1975, et les libéraux et les conservateurs attendent encore que le secteur privé les sorte de cette grave situation. Des discours semblables ont été prononcés dans les années 30. Je le dis en pesant mes mots; un peu de replâtrage, ne pas prendre de risques c'est-à-dire une sagesse économique classique et compter sur le secteur privé, tout cela devait, pensait-on alors, conduire à la relance de l'économie. Cela ne s'est pas produit et ne se produira pas à moins que le gouvernement ne décide que le seul moyen de nous en sortir est d'étendre considérablement le rôle du gouvernement dans l'économie.

● (1600)

M. Reynolds: Demandez à Dave Barrett. Il fait du bon travail!

M. Broadbent: Le député fait allusion au premier ministre de la Colombie-Britannique. Je lui demande de vérifier les statistiques quant au nombre d'emplois qui ont été créés depuis que ce gouvernement est au pouvoir. Ses résultats se comparent favorablement à ceux du gouvernement de toute autre province canadienne.

Deux des trois provinces qui ont les taux d'emploi les plus élevés sont dotés de gouvernements néo-démocrates—je veux parler de la Saskatchewan et du Manitoba. Et, si le gouvernement libéral fédéral n'avait pas négligé le programme de logement, l'industrie du bois ne connaîtrait pas une telle crise en Colombie-Britannique. Si le ministre des Finances n'avait pas proposé ses mesures fiscales touchant le secteur des ressources, alors l'industrie extractive de la Colombie-Britannique ne connaîtrait pas un tel marasme.

Pour revenir à mon sujet, je voudrais tout d'abord proposer au nom de notre parti, au lieu du dégrèvement général que le gouvernement a présenté et dont les avantages pour les groupes à revenus élevés n'ont aucune commune mesure avec ceux des groupes à revenus moindres, et au lieu de l'amendement du parti conservateur recommandant une réduction d'impôt de 5 p. 100, que le gouvernement présente immédiatement un crédit fiscal de \$400. Il s'appliquerait ainsi...

M. Stevens: Imitateur.

M. Broadbent: Le député nous traite d'imitateurs. Nous avons été le premier gouvernement provincial au Canada à établir un crédit fiscal il y a quelques années. Nous en proposons un maintenant. Laissez-moi vous en décrire l'effet. Premièrement, une famille de deux enfants ayant un revenu de \$3,000 et ne payant pas d'impôts recevait en

Droit fiscal

vertu de notre proposition un chèque de \$400 du gouvernement. Tous les assujettis à l'impôt sur le revenu bénéficieraient pleinement du \$400 soit sous forme de réduction des impôts ou sous forme de chèque pour la différence si leur contribution n'atteint pas \$400.

Les familles canadiennes comptant deux enfants et dont le revenu n'excède pas \$10,000 recevraient une réduction plus forte d'après notre proposition, que d'après celle des conservateurs. Ainsi, notre proposition assurerait à une famille dont le revenu est de \$6,000 une réduction de \$400, tandis que celle-ci ne serait que de \$158 d'après la proposition des conservateurs. Une famille gagnant \$8,000 recevrait une réduction d'impôt de \$114 aux termes de la proposition conservatrice, contre \$400 d'après la nôtre; une famille au revenu de \$10,000 paierait \$64 de moins d'après la proposition des conservateurs, et \$400 d'après la nôtre.

Lorsqu'on passe aux tranches de revenu supérieures, on constate évidemment que les réductions générales d'impôt proposées par les conservateurs comme par les libéraux sont importantes; elles sont nettement supérieures aux \$400 que nous préconisons. Au point de vue justice d'une part et comme un stimulant de l'autre, en accordant une réduction de \$400 à ceux qui en ont le plus besoin et en veillant à ce qu'ils reçoivent au moins ce montant, on fait preuve de justice et on stimule l'économie, ce qui est nécessaire. En effet, les citoyens dont le revenu est faible ou moyen dépensent une part bien plus importante de leurs revenus que les gens les mieux payés.

Ma deuxième proposition visant à résorber le chômage dans l'immédiat est que le gouvernement annonce son intention d'infuser des crédits de millions de dollars dans son programme de travaux publics. Il devrait offrir de défrayer les municipalités de 100 p. 100 de leurs coûts de main-d'œuvre tant que durera le chômage. Cela s'appliquerait aux travaux municipaux nécessaires: les égouts, les réseaux de transport urbain, les édifices publics, etc. Le gouvernement fédéral paierait 100 p. 100 des coûts de la main-d'œuvre: ce serait un moyen de stimuler l'activité dans toutes les villes canadiennes, grandes et petites. La plupart des villes ont déjà des projets tout prêts, mais n'ont pas les moyens de les financer. Si le gouvernement s'engageait résolument dans cette voie, il pourrait créer bon nombre d'emplois tout en assurant des services qui s'imposent.

La troisième proposition que j'ai à faire au nom de mon parti a trait à l'industrie de l'automobile, mais avant de la présenter, je voudrais mentionner quelques faits qui, je crois en valent la peine.

Environ 25,000 personnes qui travaillent normalement dans l'industrie de l'automobile sont maintenant en chômage. Cela se compare à un chiffre d'environ 250,000 aux États-Unis. Nous ne sommes pas au bout de notre épreuve en matière de chômage. La situation va encore empirer. L'industrie a déjà accumulé un stock de voitures d'au moins 60 jours dans les deux pays, et je prévois d'autres licenciements massifs ici et aux États-Unis. La situation va s'aggraver avant de s'améliorer.

Je voudrais souligner l'importance de l'industrie automobile pour l'ensemble de l'économie. On estime qu'un emploi sur six au Canada est relié directement ou indirectement à l'automobile. Ce qui arrive dans l'industrie automobile touche les travailleurs de l'acier, du plastique et du textile; cela touche toutes les stations-service de toutes les villes et tous les villages du pays, le commerce des assurances, tous les marchands dont les clients travaillent directement ou indirectement dans le secteur de l'automobile et, partant, tous les travailleurs qui produisent les